

bulletin hebdo



Nouvel accord, nouvelles interrogations

par Maribel Ferretti

Managua, 7 mai (ANN). Abandonnant semble-t-il ses exigences concernant le démantèlement de l'armée, la Contra a signé le 5 avril avec le gouvernement un accord par lequel elle s'engage finit de concentrer ses forces dans les zones de sécurité et rendre les armes à partir du 8 mai et jusqu'au 10 juin. De son côté, le gouvernement de Violeta Chamorro réduira les forces armées, reconnaîtra le parti politique que la Contra compte former et créera des "pôles de développement" pour la réinsertion des mercenaires.

Ce n'est jamais que le troisième accord en deux mois. La Contra n'a pas respecté les deux premiers. Plus personne ne croit vraiment à sa volonté de rendre les armes et la situation reste pleine de dangers. L'ancien président Daniel Ortega a dénoncé la possibilité que cet accord soit une nouvelle manoeuvre destinée à gagner du temps. En effet, le texte prévoit que la démobilisation sera "volontaire", ce qui peut constituer une porte de sortie. Le chef d'état-major des mercenaires, *Israel Galeano, alias Franklin*, a déclaré à la presse avant de quitter Managua: "Pour donner l'ordre de désarmement, je dois avoir des garanties pour les combattants, et savoir ou ils vont pouvoir s'établir". Il est possible qu'il ait l'intention de démobiliser

la plus grande partie de ses troupes, tout en gardant un groupe de combattants destinés à maintenir la pression.

Déjà, la création de pôles de développement où seront concentrés tous les anciens contras peut être considérée comme un danger latent, car la Contra pourrait s'y reconstituer rapidement comme armée. Pour l'instant, rien n'est précisé quant à ces pôles. On parle de la région de Río San Juan (frontière avec le Costa Rica).

Dans les zones de sécurité, les casques bleus vont continuer à enlever leurs armes aux coopératives. Le FSLN, comme l'a annoncé Daniel Ortega, demande que les paysans des zones de guerre soient protégés et que, tout comme les contras vont recevoir une aide importante, on aide également ceux qui ont été pendant des années victimes de leurs actions. Le FSLN va faire dans ce sens une proposition globale au gouvernement.

Il y a encore beaucoup d'inconnus. Par exemple, on a su de sources non officielles que la présidente Violeta Chamorro a proposé à Franklin d'entrer au gouvernement comme ministre aux rapatriés. Il est difficile de prévoir comment réagira la population à cette no-

mination si elle a lieu, surtout que la Contra refuse d'aborder le problème des milliers de séquestrés qui n'ont toujours pas réapparu.

SOMMAIRE

Nouvel accord, nouvelles interrogations

Plan terroriste de la Contra

Les travailleurs dans la rue

Le maïs de l'ingérence

L'hyperinflation menace de repartir

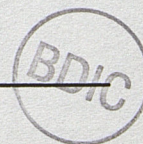
De l'eau dans le gaz

Les hommes de la présidente

Vous avez dit réconciliation?

En bref

Tomas Borge, poète



40 P 11481

Autre inquiétude: les contras revenus à la vie civile peuvent facilement se convertir en escadrons de la mort ou en groupes terroristes (voir article ci-dessous) chargés de déstabiliser le pays en faveur de l'extrême-droite, comme le craignent les Sandinistes.

Comme on le voit, rien pour l'instant semble vraiment réglé.

PLAN TERRORISTE DE LA CONTRA

Managua, 4 mai (ANN). Une tentative de création d'un front interne de la Contra a été découverte. René Vivas, responsable de la police, et le nouveau vice-ministre de l'intérieur, José Pallais, ont révélé au cours d'une conférence de presse l'arrestation de Santana Moncada, un "commandant" contra, qui s'apprêtait à mettre en oeuvre un plan terroriste.

La première phase consistait à monter des provocations lors des différentes manifestations du 1er mai et d'ouvrir le feu sur la police et les trois cortèges. Un véritable arsenal a été découvert dans sa maison à Managua. S. Moncada était un subordonné d'Oswaldo Galeano, frère de "Franklin" et numéro deux de la Contra. C'est tout un groupe qui préparait cette vague terroriste parmi lequel se trouve Gerardo Sanchez, journaliste de *Radio Corporation*, une station politiquement proche de Virgilio Godoy et de l'extrême-droite. S. Moncada a déclaré à la police qu'on lui avait demandé de se mettre à la disposition de ce journaliste "parce qu'il est le porte-parole de la résistance à Managua et le principal organisateur du plan".

Le plus étonnant est sans doute que le vice-ministre de l'intérieur ait remis S. Moncada en liberté. Un groupe d'avocats a réagi contre ce qu'il estime être une violation de la constitution et des lois en vigueur, car seul un tribunal pouvait prendre cette décision: "Si, pour des raisons politiques ayant trait à la réconciliation, l'exécutif avait décidé de le remettre en liberté, il devait entreprendre des démarches en vue d'une amnistie ou d'une grâce, qui doivent être soumis à l'Assemblée nationale".

LES TRAVAILLEURS DANS LA RUE

par Ondina Olivas

Managua, 2 mai (ANN). La démobilisation de la Contra et l'augmentation des salaires ont été les principales revendications des travailleurs en ce 1er mai un peu spécial puisqu'il a eu lieu cinq jours après l'installation de la droite au gouvernement.

Une foule de 30 à 40 000 personnes a participé à Managua à la marche de la *Centrale sandiniste des travailleurs*

(CST), conduite par des membres de la Direction nationale du FSLN, dont Daniel Ortega et Tomas Borge. Une grande banderole annonçait la grève générale si la Contra ne rend pas les armes et les slogans étaient très politiques (*Ortega, les armes ne se rendent pas!; Le peuple uni ne sera jamais vaincu!; Qu'ils se démobilisent tout de suite, ou nous les démobilisons nous-mêmes!; Mayorga dehors!*). Daniel Ortega, présenté par un dirigeant de la CST comme "le président de la paix" (tout comme quelques instants après Miguel D'Escoto sera annoncé comme "notre ministre des relations extérieures") a lu une proclamation du FSLN qui, signée par la Direction nationale "d'un endroit quelconque du pays", renouait avec les pratiques de la clandestinité. Le Front sandiniste y appelle tout le peuple à exiger le démantèlement de la Contra et à se tenir prêt si les mercenaires sont toujours en armes après le 10 juin. Il rend les secteurs extrémistes du nouveau gouvernement, les Etats-Unis et la direction de la Contra responsables d'une éventuelle recrudescence de la guerre. Il condamne la dévaluation décrétée le 27 avril et dont les effets sont catastrophiques pour l'ensemble de la population. Daniel Ortega, dans son discours, a insisté sur le fait que désormais les travailleurs peuvent manifester dans la rue le 1er mai, ce qui est à la fois une conquête et la garantie que le processus révolutionnaire va continuer.

Les autres membres de la Direction nationale s'étaient déplacés dans les principales villes de province, ou les défilés ont également été importants.

Le Front ouvrier, syndicat du Mouvement d'action populaire marxiste-léniniste, avait convoqué ses partisans dans un local, ou n'étaient présentes qu'une quarantaine de personnes.

Quant aux syndicats pro-gouvernementaux, ils ont manifesté de façon séparée. D'un côté, le Conseil permanent des travailleurs (voir tableau annexe) a réuni 3000 personnes qui ont défilé derrière le vice-président Virgilio Godoy, la présidente de l'Assemblée, Miriam Argüello et le secrétaire du Parti communiste, Eli Altamirano, tous appartenant au secteur extrémiste entré en confrontation avec Violeta Chamorro. Cette dernière a été vivement critiquée, ainsi que ses conseillers. Tandis qu'Alvin Guthrie, secrétaire de la *Confédération d'unité syndicale (CUS)*, demandait la démobilisation de la Contra, d'autres dirigeants syndicaux exigeaient le départ d'Humberto Ortega de la tête des forces armées.

La *Confédération des travailleurs du Nicaragua (CTNi)* avait choisi de s'associer au Parti démocratique de confiance nationale (PDCN) d'Agustin Jarquin. Un millier de manifestants ont demandé la démobilisation de la Contra et son intégration à la lutte civique et ont condamné les premières mesures économiques prises par le directeur de la Banque centrale, Francisco Mayorga. Leur marche s'est terminée sur le parvis de l'église de Mgr Bismarck Carballo, bras droit du Cardinal Obando et directeur de

Radio Católica.

TABLEAU ANNEXE

LES SYNDICATS NICARAGUAYENS

Il est de tradition au Nicaragua que les partis politiques aient leur propre syndicat, bien que les nombreuses scissions au sein des formations de droite aient mis quelque désordre et introduit un peu de flou dans cette situation. C'est le cas de la CTN, syndicat correspondant au Parti social-chrétien obligé de se resituer puisque le PSC a éclaté en 4 formations. Nous vous proposons la liste des organisations actuelles. Le nom du secrétaire général est précisé entre parenthèse; les données chiffrées, quant elles existent, datent de 1989.

I) SYNDICATS SANDINISTES

- CST, Centrale sandiniste des travailleurs (Lucio Jimenez). Récemment devenue confédération, elle regroupe 150 000 adhérents (industrie, secteur d'Etat et services).
- ATC, Association des travailleurs de l'agriculture (Edgardo García); 60 000 adhérents (agro-exportation et production des grains de base).
- ANDEN, Association nationale des enseignants nicaraguayens (Guillermo Martinez); 22 000 membres.
- FETSALUD, Fédération des travailleurs de la santé (Gustavo Porras); 20 000 membres.
- UNE, Union nationale des employés (José Angel Bermudez); 18 000 membres.
- UPN, Union nationale des journalistes nicaraguayens (Lili Soto); 600 adhérents.
- ASTC, Association sandiniste des travailleurs de la culture (Rosario Murillo)

CONAPRO Héros et Martyrs, Confédération nationale des professions libérales (Freddy Cruz)

II) FRONT OUVRIER

(Fernando Malespin), syndicat du Mouvement d'action populaire marxiste-léniniste; ne donne pas le chiffre de ses adhérents (construction, industrie, métallurgie, travailleurs agricoles).

III) SYNDICATS PRO-GOUVERNEMENTAUX

a) Conseil permanent des travailleurs

-CUS, Confédération d'unité syndicale (Alvin Guthrie); n'appartient pas à un parti mais est jugée proche du Parti social-démocrate d'Alfredo César. 1 700 adhérents (construction, transports, services).

-CGTi, Confédération générale des travailleurs nicaraguayens indépendante (Carlos Solorzano); syndicat du Parti socialiste nicaraguayen (PSN). 17 000 adhérents (construction, transport, industrie).

-CAUS, Centrale d'action et d'unité syndicale (Roberto Moreno); syndicat du Parti communiste (PC de N). env. 10 000 adhérents (travailleurs agricoles, métallurgie et textile).

-CTNa, Centrale des travailleurs du Nicaragua, autonome (Antonio Jarquin); courant social-chrétien.

b) CTNi, Centrale des travailleurs du Nicaragua, indépendante (Carlos Huembes); la manifestation du 1er mai indique un rapprochement avec une scission du Parti social-chrétien, le Parti démocratique de confiance nationale d'Agustin Jarquin.

c) CONAPROi, Confédération des professions libérales, indépendante

d) APN, Association des journalistes nicaraguayens (Ignacio Briones)

LE MAÏS DE L'INGERENCE

par Maribel Ferreti

Managua, 5 mai (ANN). Ça commence, ou plutôt ça recommence: renouant avec les pratiques de "L'Alliance pour le progrès" au lendemain de la révolution cubaine, les Etats-Unis viennent d'accorder au Nicaragua une aide alimentaire fortement conditionnée. Aujourd'hui, il s'agit d'effacer dix ans de révolution et la recette n'a pas varié.

Cette aide d'un montant de 12,3 millions de dollars en "maïs et autres produits" a fait l'objet d'un accord écrit entre les deux gouvernements qui prévoit que la donation sera vendue. L'argent obtenu servira à "relancer l'économie agricole". Mais un communiqué de l'ambassade des Etats-Unis précise les conditions: "Le bénéfice de la vente de ces produits servira au gouvernement nicaraguayen pour mettre en place des programmes et des politiques destinées à réduire et éliminer les monopoles et les contrôles de l'Etat sur la production agricole, remettre les entreprises d'Etat aux mains du privé et encourager le développement d'organismes privés de crédit et de technologie". Le même communiqué reproduit les déclarations du chargé d'affaires de l'ambassade, John Leonard, qui estime qu'il s'agit d'un "bon investissement

dans le secteur privé" et que le nouveau gouvernement, "en utilisant les bénéfices pour appliquer de solides politiques de marché libre, va encourager les agriculteurs nicaraguayens à mettre leur pays sur la voie de la relance et de la croissance".

L'accord a été signé du côté des Etats-Unis par John Leonard et le directeur de l'Agence pour le développement international (AID), George Laudato. Côté nicaraguayen, c'est Francisco Mayorga, directeur de la Banque centrale, et Enrique Dreyfus, ministre des relations extérieures, qui représentaient le gouvernement, bien que Violeta Chamorro ait tenu au dernier moment à être présente. E. Dreyfus s'est montré très satisfait de l'accord, "car il marque la reprise des relations économiques entre la démocratie étatsunienne et la démocratie nicaraguayenne" et "contribuera à la réconciliation nationale et à la réconciliation internationale".

Que cet accord contribue à la réconciliation entre les Etats-Unis et le Nicaragua, personne n'en doute. Par contre, il serait étonnant qu'il favorise la réconciliation nationale.

Déjà, nombreux sont ceux pour qui cette aide conditionnée, évoque l'action de l'Alliance pour le progrès. Cet organisme, instrument au service de la nouvelle stratégie de Washington pour éviter de nouvelles révolutions en Amérique latine après Cuba, avait permis l'installation de grandes entreprises contrôlées par les Etats-Unis. Ceux-ci se sont ainsi débarrassés de machines obsolètes fournissant des produits incapables de concurrencer les produits étatsuniens; c'est à ce moment-là que Washington a poussé à la création du marché commun centraméricain sur lequel les produits de mauvaise qualité pouvaient être lancés. Cette manoeuvre s'est accompagnée d'un saupoudrage de donations qui permettaient en outre de mener la bataille idéologique. Par ailleurs, c'est souvent dans des caisses de l'Alliance pour le progrès que parvenaient les armes à l'usage des dictatures latino-américaines.

Comme le fait remarquer Domingo Sanchez, député sandiniste, "les donations de l'Alliance pour le progrès n'ont fait qu'enrichir Somoza et le peuple n'y a jamais eu accès". Pour lui, "les Etats-Unis ont à nouveau la possibilité de manipuler notre économie comme au temps de Somoza (...). Nous sommes revenus au capitalisme sous contrôle de l'impérialisme". D. Sanchez fait ironiquement remarquer qu'en outre, la droite avait toujours dénoncé le fait que les Sandinistes vendaient, même si les prix étaient très bas, les donations qui arrivaient dans le pays.

Le dirigeant conservateur César Castillo estime à ce propos que le gouvernement doit suivre l'exemple des Sandinistes et vendre cette donation à bas prix. Il exprime également sa préoccupation "pour l'espace que le nouveau gouvernement offre à l'intervention des Etats-Unis dans

la politique économique".

Affaire à suivre.

L'HYPERINFLATION MENACE DE REPARTIR

par Ricardo Pino Robles

Managua, 4 Mai (ANN). L'économie nicaraguayenne est menacée d'une nouvelle spirale inflationniste semblable à celle qu'avait connue le pays après le passage de l'ouragan Joan en octobre 1988.

C'est ce qu'a annoncé Francisco Mayorga, directeur de la Banque centrale, qui s'est vu contraint à rompre le silence qu'il observait depuis l'application d'une sévère dévaluation du cordoba. Par cette mesure, le cordoba est passé fin avril de 53 800 à 70 000 pour un dollar au cours officiel et de 68 850 à 140 000 sur le marché parallèle légal, tandis qu'il atteint aujourd'hui 230 000 au marché noir. Les tarifs des services et les prix de tous les produits de base sont montés en flèche, provoquant une perte considérable du pouvoir d'achat des salaires et laissant les commerces de petits et moyens producteurs sans liquidités. Ces dévaluations de 30% pour le cours officiel et de 116 pour le cours parallèle ont provoqué le mécontentement de la population.

F. Mayorga a rendu le précédent gouvernement responsable de ces décisions, avançant que celui-ci avait presque multiplié par deux la masse monétaire en circulation et n'avait laissé que 3 millions de dollars de réserves. Cette dernière affirmation a été aussitôt démentie entre autres par l'ancien vice-président de la Banque centrale, Roberto Gutierrez. Ce dernier a expliqué que 89,8 millions de dollars étaient disponibles dans des banques nationales et étrangères; en outre il a fait valoir une fuite de 37 millions de dollars, retirés des banques avant l'investiture de Violeta Chamorro car les nouvelles autorités n'avaient pas garanti les dépôts, bien que les fonctionnaires de l'ancien gouvernement leur en aient montré la nécessité. Par ailleurs, le quotidien *El Nuevo Diario* a révélé que la Banque latino-américaine d'exportations tenait à disposition 25 millions de dollars pour financer le début du cycle agricole. Il faut rappeler d'autre part que l'Etat a dû déboursier de fortes sommes pour organiser les élections.

La dévaluation, décidée sans consulter le reste du cabinet, a provoqué le mécontentement de la population, dont la presse s'est fait écho. Même le quotidien *La Prensa*, qui appartient à Violeta Chamorro, a critiqué la décision de F. Mayorga, qu'il a qualifiée de "malencontreuse" et "précipitée": "Une forte dévaluation, dans une ambiance très tendue par les pressions pour des augmentations de salaires et l'inquiétude des producteurs, ne contribue pas à créer le climat de stabilité nécessaire à la

relance de l'économie, surtout quand aucune explication claire de l'ensemble du programme n'est donnée". Le nouveau ministre du travail, Juan Francisco Rosales, l'a également rejetée.

F. Mayorga avait promis de régler le problème de l'inflation en cent jours, ce que beaucoup avait qualifié de "démagogie électorale". Il a dû reconnaître au cours d'une conférence de presse donnée le 30 avril que l'inflation allait continuer au moins pendant deux ans. "Nous pouvons contenir l'inflation, mais non l'arrêter; nous pouvons la combattre, mais non la vaincre", a expliqué le haut fonctionnaire, qui a réussi à se rendre impopulaire dans moins de deux jours après sa nomination. Le rejet dont est victime F. Mayorga est renforcé par l'absence d'explication claire de ses objectifs, ce qui tranche sur les pratiques des fonctionnaires du gouvernement précédent, et par le renvoi sans motif de deux directeurs de banque.

Ces licenciements abusifs ont provoqué la grève perlée des employés de banque, qui ont estimé qu'il s'agissait là d'une revanche politique. *La Prensa* a également condamné cette mesure, estimant que "le renvoi immédiat des principaux fonctionnaires de la banque ne favorise pas le climat de coopération nécessaire". Devant la menace d'un arrêt total du travail, qui aurait paralysé l'activité économique, la présidente a dû réintégrer les deux directeurs.

Il n'en reste pas moins que l'incertitude ressentie par l'ensemble de la population persiste; elle ne pourrait cesser que grâce à une explication en profondeur, réclamée par de nombreux secteurs. Beaucoup estiment que le but du directeur de la Banque centrale est de procéder à d'autres fortes dévaluations afin d'instaurer un seul taux de change et d'introduire la nouvelle monnaie annoncée, le "cordoba-or", équivalent à un dollar. Les économistes sandinistes avaient averti que les promesses de F. Mayorga allaient créer des attentes propres à relancer l'inflation, ce qui s'est effectivement produit: les gens se sont précipités pour convertir leurs cordobas en dollars afin de tenter de protéger leur pouvoir d'achat.

Des économistes et les dirigeants syndicaux estiment que la parité entre le dollar et le cordoba ne pourra être obtenue que grâce à un grand sacrifice social, auquel apparemment la population n'est pas disposée.

Jusqu'à présent, le Nicaragua n'a pas connu les débordements sociaux qui ont frappé d'autres pays du continent, mais il n'est pas sûr que la population persiste dans son attitude de "disposition consciente au sacrifice" compte tenu qu'elle ne semble guère faire confiance à F. Mayorga et aux autres chefs d'entreprise de droite. Déjà, lors des manifestations du 1er mai, tant les syndicats favorables au nouveau gouvernement que les organisations sandinistes ont exigé l'abolition des premières mesures.

DE L'EAU DANS LE GAZ...

Repris de *La Prensa*

Managua, 1er mai (ANN). Le quotidien de droite, *La Prensa*, dont la présidente de la République est propriétaire, a commenté dans son édition du 1er mai le différend qui oppose Violeta Chamorro et son vice-président, Virgilio Godoy. Nous vous livrons ce commentaire.

"Violeta Chamorro a inauguré aujourd'hui les bureaux de la présidence, après avoir décidé de ne pas partager les lieux avec le vice-président, à qui elle a attribué un autre édifice. Si les conseillers de la présidente ont cherché à minimiser le différend, il n'en est pas de même de Virgilio Godoy qui, dès le 26 avril, avait voulu s'installer dans le palais présidentiel avec ses 18 conseillers avant même que Violeta Chamorro ait pris possession des lieux.

Il a informé immédiatement les agences de presse internationales de la décision de la présidente, accusant les conseillers de cette dernière de vouloir "monopoliser le pouvoir" et l'écarter des zones d'influence. Les conseillers de la présidente, qui restent prudents sur le thème, signalent toutefois que V. Godoy a fait part à V. Chamorro de son désir d'assurer la vice-présidence sans aucun type d'engagement vis-à-vis de la présidence. Il lui aurait signifié qu'il ne voulait occuper aucune fonction dans ce gouvernement car il n'était pas d'accord avec son choix de cabinet ministériel et son attitude par rapport aux autorités militaires.

Réagissant à ces propos, V. Chamorro s'est entourée dans l'actuel palais gouvernemental du ministre de la présidence et de ses conseillers pour les questions juridiques, économiques, sociales, culturelles, militaires, etc. Les accusations de V. Godoy ne l'ont pas affectée et elle a déclaré qu'elle ne voyait pas pourquoi il faudrait s'entasser alors qu'il y avait de la place.

Mais l'incident est déjà utilisé par le vice-président pour se lancer dans une campagne de discréditation de la présidente auprès de ses électeurs. Il faut se rappeler que les deux députés (de l'UNO, NDT) ont dénoncé publiquement les propos de Godoy selon lesquels "dans un an, ce serait lui le président". Il est clair que sa stratégie est de se placer en conflit ouvert avec l'exécutif, en repoussant les mesures prises par le nouveau gouvernement afin de créer un état de crise politique qui lui rapporte sympathie et crédibilité jusqu'à ce qu'il se retrouve à la tête du pouvoir.

La preuve en est que sa première prise de position depuis le changement de gouvernement n'a pas été de célébrer le changement mais de développer une agitation

contre Doña Violeta à la suite de sa décision de maintenir de manière transitoire le général Ortega à la direction de l'armée.

Dans le cadre de cette campagne, les conseillers de Godoy ont dénoncé dans certains médias l'existence d'un pacte entre les Sandinistes et le ministre de la présidence, Antonio Lacayo ainsi qu'Alfredo César. Jaime Bonilla, principal conseiller de Godoy, a réuni une conférence de presse pour y fustiger ce pacte, sans en aborder le contenu; et il a confirmé l'aggravation du conflit au sein du Conseil politique. Certains, derrière Alfredo César, voudraient rester soudés en tant que groupe UNO au parlement et y appuyer V. Chamorro; ceux-là ne cherchent pas la confrontation avec l'armée. L'autre fraction, derrière Godoy, cherche à faire du Conseil politique ce que fut la Direction nationale sandiniste, une tête qui contrôle et dirige le gouvernement et qui se maintiendrait en opposition ouverte si l'exécutif ne se soumettait pas à son pouvoir politique.

Bonilla s'est efforcé de démentir l'éventualité d'une rupture au sein de la coalition dont les partis ont commencé à se réunir séparément. Une définition ouverte des partis qui forment l'UNO affaiblirait la fraction Godoy dans ses tentatives de transformer le Conseil politique en espèce de Direction nationale imposant sa loi à Doña Violeta. La présidente a manifesté clairement au cours de toutes ses interventions qu'au Nicaragua, c'est elle qui commandera car le peuple a voté pour cela."

LES HOMMES DE LA PRESIDENTE

par Roberto García

Managua, 5 mai (ANN). Plus technocrates que politiques, les ministres du nouveau gouvernement viennent en majorité du courant néo-libéral représenté par la Commission pour la relance et le développement du Nicaragua (CORDENIC). Ce groupement de chefs d'entreprise dits modernisateurs a été créé en 1988 pour faire contre-poids à l'ultra-conservateur Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP). Ce dernier se retrouve de fait marginalisé au sein du gouvernement et avec lui la ligne du "tout privatiser et tout de suite".

Deux de ses représentants, Gilberto Cuadra et Jaime Cuadra, mis en minorité et mécontents du maintien d'Humberto Ortega à la tête des forces armées, ont renoncé aux ministères qui leur étaient proposés.

A la tête du groupe des néo-libéraux, l'entrepreneur Antonio Lacayo, ministre de la présidence et homme fort du gouvernement, sort vainqueur de la partie et a imposé ses hommes de confiance, issus de CORDENIC dont il est le fondateur: Enrique Dreyfus *aux relations extérieures et coopération*, Francisco Rosales *au ministère du tra-*

vail et Pablo Vigil aux postes et télécommunications.

Liés idéologiquement à cette équipe, certains membres de l'Institut centraméricain de gestion des entreprises (INCAE), une succursale de l'Université d'Harvard, occupent également des charges décisives: Silvio Franco, administrateur d'INCAE au Costa Rica et inconnu au Nicaragua est nommé *au ministère de l'économie*; Francisco Mayorga, professeur à l'INCAE et membre de CORDENIC dirige la Banque centrale.

Edwin Krugger, conseiller du gouvernement sous Somoza puis fonctionnaire aux Nations Unies, devient secrétaire *au plan et au budget*. Jaime Icabalceta se retrouve à *la construction et aux transports* (ou les premiers licenciements viennent d'être annoncés), un ministère qu'il connaît bien pour y avoir été fonctionnaire de Somoza pendant dix ans avant de se tourner vers l'entreprise privée.

Le ministère de l'intérieur revient à Carlos Hurtado, parent d'Antonio Lacayo. Il a fait partie de la direction de la Contra après s'être détourné du Sandinisme.

Le grand propriétaire terrien et éleveur, Roberto Sacasa, était prédestiné à *l'agriculture*. Il a pris comme vice-ministre son parent, Jorge Granera Sacasa. Ce dernier est lui-même le frère d'Ariel Granera, ancien chargé d'affaires du gouvernement sandiniste en France puis ambassadeur en Argentine. Marié à une nièce de V. Chamorro et rapidement passé du côté du pouvoir, il a été proposé au poste de secrétaire général du ministère des relations extérieures. Sa nomination ayant été refusée par le nouveau ministre, A. Granera va sans doute être confirmé dans son poste à l'ambassade d'Argentine.

Dans le domaine de l'éducation, le Cardinal Obando marque un point avec la nomination du fervent catholique Sofonias Cisneros, ancien président de l'association des parents d'élèves des collèges catholiques. Il se montre favorable à un retour vers un passé aux relents d'encens et d'obscurantisme en matière d'éducation.

L'UNO n'ayant aucun spécialiste de l'énergie sous la main, elle a confirmé à la tête de l'Institut nicaraguayen d'énergie (INE) le Sandiniste Emilio Rappaccioli qui occupe le poste depuis dix ans.

A la santé, le pédiatre Ernesto Salmeron remplace la commandante Dora Maria Tellez à qui il a rendu un vibrant hommage pour sa gestion et son honnêteté. Plus féru de médecine privée que de santé publique, il a néanmoins promis de "poursuivre les programmes couronnés de succès menés par les Sandinistes".

Le ministre des sports est l'ancien commentateur sportif Sucre Frech.

Certaines personnalités des partis qui appuient aujourd'hui la présidente se sont vu confier quelques porte-

feuilles: Gustavo Tablada, secrétaire général du Parti socialiste, a été nommé à la *réforme agraire; au tourisme*, le conservateur Alvaro Chamorro, ancien maire de Granada sous Somoza. On parle aujourd'hui de Franklin, chef de la Contra, pour la direction du nouvel Institut *des ratriés*, mais il n'y a pas eu confirmation.

Les nombreux problèmes *de l'eau* sont placés sous la responsabilité du conservateur Roger Mendieta qui, de l'avis général, n'y connaît rien. L'institut *des ressources naturelles* est confié à un géographe réputé, par contre, pour sa compétence, Jaime Incer Barquero, sans affiliation politique.

La directrice de l'institut *de la culture* est Gladys Ramirez, rédactrice de la rubrique "culture" du quotidien de droite *La Prensa*.

Le conservateur et surtout opticien Silviano Matamorros devient *ministre de la sécurité sociale et du bien-être*. Certaines rumeurs insinuent qu'il aurait pour objectif la privatisation des trois centres d'optique de l'institut, à des fins que l'on peut deviner. Il est déjà propriétaire d'un des plus grands centres d'optique du pays.

Enfin, le *ministre de l'institut de développement des régions autonomes de l'Atlantique* est Brooklyn Rivera, ancien chef de la guérilla indigène contra "Yatama". Il est connu pour avoir trahi le Sandinisme, puis la guérilla Misura et enfin ses alliés socio-chrétiens pour passer finalement à l'UNO juste avant les élections.

VOUS AVEZ DIT RECONCILIATION?

par Sergio Ferrari

Managua, 25 avril (ANN). Violeta Chamorro, veuve d'un des opposants anti-somozistes les plus connus des années 60-70, est à la tête d'une famille qui réussit à être un reflet on ne peut plus fidèle des divisions politiques nationales. Ses enfants, rassemblés à la tribune à l'occasion de l'investiture présidentielle, assument tous les quatre des charges politiques importantes dans le pays.

Carlos Fernando dirige depuis dix ans le quotidien du FSLN, *Barricada*. Il est membre de l'Assemblée sandiniste, principale structure de conseil politique de la Direction nationale. Il est l'un des responsables du travail d'information et de propagande du Front sandiniste.

Sa soeur, Claudia, a été ambassadrice du gouvernement sandiniste au Costa Rica et en Espagne. Elle s'est manifestée avec force durant la campagne électorale par l'envoi d'une lettre ouverte à sa mère, abondamment reproduite et affichée sur tous les murs de Managua, dans laquelle elle dénonçait les membres de l'UNO comme

les ennemis politiques de son père, Pedro Joaquin, assassiné par les somozistes. Elle est mariée avec Edmundo Jarquin, second secrétaire de l'actuelle Assemblée nationale et secrétaire du groupe sandiniste, qui a occupé divers postes ministériels et s'est signalé comme un des principaux cadres économiques du FSLN.

Pedro Joaquin fils est un des dirigeants du Parti social-démocrate d'Alfredo César. Exilé volontaire pour dissension avec le gouvernement sandiniste, il s'est intégré à la direction de la Contra. Certaines rumeurs en font le futur ambassadeur aux Nations Unies, d'autres avancent qu'il pourrait occuper une fonction dans l'information.

Cristiana, la quatrième, est directrice du journal *La Prensa*, dont la présidente est sa mère. Elle s'est chargée des contacts avec la presse étrangère durant la campagne électorale, dans laquelle elle a joué un rôle important ainsi que son mari, Antonio Lacayo. Celui-ci vient d'être nommé ministre de la présidence. Conseiller personnel de Violeta Chamorro, il a signé les accords de transition et les accords sur la démobilisation de la Contra.

La nouvelle présidente qui parle de "réconcilier les Nicaraguayens" et se plaît à projeter une image maternelle bénéficie comme on le voit d'un excellent terrain d'entraînement!

EN BREF

ON EFFACE TOUT ET ON RECOMMENCE. Le ministère de l'intérieur a changé de nom: il s'appelle désormais *ministerio de gobernación*, nom à peu près intraduisible en français. Mais ce n'est pas tout, le nouveau ministre a fait repeindre la façade de l'édifice ou les Sandinistes avaient écrit "ministère de l'intérieur, sentinelle de la joie du peuple". Mauvais signe.

CAFOUILLAGE. Le nouveau ministre des transports, Jaime Icabalceta, a annoncé une grande consultation populaire. Objectif: savoir si les gens sont d'accord pour une réduction de la subvention au prix des transports publics. Mais il a annoncé également et en même temps que la subvention va être progressivement supprimée.

SANTE. Les travailleurs de la santé, réunis en assemblée générale le 5 mai, ont présenté leurs revendications à leur nouveau ministre, Enrique Salmerón. Celui-ci a manifesté son intention de poursuivre les programmes de santé entrepris et de maintenir l'emploi. Il s'est plaint des attaques qu'il subit de la part du secteur le plus conservateur de l'UNO du fait de ses positions conciliatrices.

CONTRA. Des groupes importants de contras ont continué à agir ces derniers jours: vols massifs de troupeaux dans le Chontales, au centre du pays, séquestration de deux paysans et d'un réserviste dans la région de Paiwas

et vols d'argent en plusieurs lieux.

COCAINE. 160 kilos de cocaïne en provenance du sud de l'Amérique centrale ont été saisis par la police. Les autorités avaient réussi à extirper du territoire production et trafic de drogue, refusant de servir de "couloir" à l'écoulement de la cocaïne venant du sud. Personne n'ignore que l'argent de la drogue a été une des sources financières de la Contra et le retour massif des mercenaires au Nicaragua permet quelques inquiétudes.

SALVADOR. Le FMLN a lancé le 2 mai une nouvelle offensive militaire nationale, y compris dans la capitale, en réponse aux bombardements effectués par l'armée dans les zones contrôlées par la guérilla et à l'arrestation de civils. D'autre part, un groupe de jeunes militaires s'est exprimé clandestinement pour demander une épuration de l'armée. Une rencontre devrait avoir lieu dans quelques jours à Mexico entre le FMLN et l'ensemble des partis politiques salvadoriens afin de chercher une issue au conflit.

GUATEMALA. Les familles des détenus et disparus ont dénoncé la découverte de 25 nouveaux cimetières clandestins dans la région de Quiché. Les cadavres sont ceux des victimes des opérations anti-insurrectionnelles dites de "terre rasée" qui ont fait des dizaines de milliers de morts.

BORGE POETE

Nous vous présentons un choix de poèmes traduits du recueil "La ceremonia esperada" (La cérémonie espérée), publié en février dernier par le commandant Tomas Borge.

EN QUATRE TEMPS

1

Je suis toujours à la recherche
d'un téléphone qui marche
d'une canalisation intacte
d'une rue sans poussière
d'une avenue sans boue
d'une femme qui accouche avec moins de danger qu'une
chienne

2

J'ai vu
un enfant nu
recevoir cent coups de fouets
de sa mère
parce qu'il était tombé
en poursuivant une luciole
dans la rue

aux lampadaires éteints

3

J'ai marché
sous la pluie
à la recherche
d'une parole d'encouragement
de quelqu'un qui me dise
s'il y a une chance
qu'un jour nous puissions enfiler
cette aiguille
avec un rayon de soleil

4

Je vis
avec la certitude
de la force
des faibles

(Managua, 1975)

TESTAMENT

Et si je ne reviens pas?

Mais
ceux qui fument
le calumet de la paix
Ceux qui toujours
arrivent trop tard
Ceux qui luttent
derrière leur tasse de café
Ceux qui jouent
avec les couleurs de l'arc-en-ciel
Ceux qui annoncent
leurs rhumes dans les journaux
Les collectionneurs
de candidatures et de chapeaux

Et si je ne reviens pas?

Aime
ceux qui déjeunent
sans ordonnance du médecin
Ceux qui mentent
dans les interrogatoires
Les voleurs de lis
de pommes et de cercueils
Ceux qui déterrent
les morts
pour enterrer
les fossoyeurs
Ceux qui toujours disent la vérité

(Lima, 1970)

PRIERE

Dieu
vétéran pardonneur
de vies
compère
Excusez-moi de rompre
votre silence
Ecoutez-Moi

Vous vous sentez bien
dans la maison de Caligula?
Vous n'êtes pas fatigué
de présider des banquets
et de saluer
avec ce sourire de champagne?

Vous n'êtes pas fatigué
de lancer des couteaux d'or
et de faire ces croix de cendre
avec vos mains énormes sur tant de fronts
ennuyés?

Pourquoi ne sortez-vous pas
un moment du palais
et passez
avec nous
quelques heures de faim?
Accepteriez-vous mes bottes
étoilées de boue?

Parcourez les chemins
qui n'apparaissent pas
même sur les meilleures cartes
Entrez dans les lupanars
et couchez-vous
cette nuit même
avec une prostituée

Fumez ne serait-ce qu'une seule
cigarette de marijuana
épouillez les barbes
et les grabats
fouillez les cachots
et parlez cinq minutes
avec les guérilleros

Donnez votre bénédiction
au ventre arrondie de la jeune fille
qui malgré
l'écume
et le sang
est toujours une jeune fille
et ne serait-ce qu'une fois
à ceux qui parlent secrètement
du paradis et du retour

Dieu
vétéran pardonneur
de vies

compère
une dernière faveur.

(Bogota, 1970)

REPRESSION

J'ordonne
de transformer en phosphore
les soirées opaques
de récolter le pollen
afin que les tracteurs
s'enivrent
de son vin
de condamner
les étoiles
brodées
sur un léopard

J'ordonne
de signer un accord
avec Ernesto Cardenal
sur la libération
des poulains
l'internationalisme
des oiseaux
la peine de mort et
le recours en grâce
pour les cygnes
et les satyres

J'ordonne
d'attaquer
dès maintenant
dans ses flancs
la rhétorique de reconnaître au mas
et au pâturage
le droit sacré
de devenir bannière

J'ordonne
d'oublier
la phrase d'Armstrong
quand il a violé la lune
d'identifier l'ennemi
tapi derrière le mur
des lieux communs
de transformer la réalité
et de ce fait
la croissance des légumes

J'ordonne
de peindre en vert
le traité de Sénèque
car enfin tout n'est pas putréfié
de condamner les ombres aux chaînes perpétuelles
pour leur vieille
conspiration
contre les enfants

J'ordonne
de bloquer les feux
au rouge
une couleur
qui doit être respectée
à bien des titres
et qu'Héra cesse d'être fourmi
et qu'avec Chronos
changé en cheval
elle puisse faire l'amour

J'ordonne
de porter au grand jour
les baisers que nous nous donnons
dans la rivière profonde
transparente
dans cette ville
de soleil
de slogans pluriels et
de l'oubli
de Siegfried

J'ordonne
tir rasant
contre la résignation
et que la Fleur de Lotus Bleue
déploie ses bourgeons merveilleux
pour vaincre l'épée
du Dieu Jaune
à visage effrayant
de cyclope

J'ordonne
enfin
la réincarnation immédiate
de l'utopie et
les retrouvailles éternelles
avec la mémoire
de la bohème
belle et terrible

**Je suis ton frère loup
la vie n'est pas ironie
ni excuse
ni même Irrespect
elle est la très ancienne
déflagration pour laquelle
nous sommes disposés
à donner notre peau
(1987)**

IMPRESSUM L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 00505-2-2'58'12 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail
NET2:ANN-EUROPA

JA/FP

8034 Zürich

abonnement-poste

imprimé à taxe réduite